



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 3 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



STOROPACK FRANCE

10 rue de l'Orgisset

52110 NULLY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 septembre 2022 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset 52110 NULLY. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

Le site STOROPACK fabrique du polystyrène expansible ainsi que des chips d'emballages en polystyrène expansé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation d'eau et rejets aqueux
- rejets atmosphériques
- déchets
- niveaux sonores
- protection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	
5	registre déchets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 5.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	
8	plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	
9	surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.2.4	/	Sans objet
3	points de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.3.2	/	Sans objet
4	bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 2.3	/	Sans objet
6	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.3	/	Sans objet
7	mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.4	/	Sans objet
10	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever les points suivants :

- dépassement de la consommation en eau : l'exploitant demandera une modification sur ce point lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral
- registre déchets à compléter par 2 codes déchets manquants et code de traitement des déchets
- plan de gestion des solvants à transmettre annuellement
- surveillance annuelle et non triennale des rejets atmosphériques pour les points de rejets "production".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est alimenté en eau potable, en un point, pour des usages sanitaires et industriels : <ul style="list-style-type: none"> - eaux de régénération des résines (adoucisseurs d'eau) - compensation des pertes par évaporation au niveau du groupe froid. L'eau provient du réseau public de distribution d'eau potable de la commune de Nully. La consommation annuelle maximale est de 1800 m3.
Constats : La consommation d'eau était de 1827 m3 en 2021 soit 21m3 au delà de la limite imposée par l'arrêté préfectoral. Elle était en 2020 de 2551 m3, en 2019 de 830, en 2018 2200 m3 et 2660 m3 en 2017. Globalement la consommation est toujours au-delà de la valeur limite même si le circuit usine fonctionne en circuit fermé. L'exploitant demandera une révision de cette valeur lors d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Un contrôle a été réalisé par hydro & vidéo le 28 mars 2022. Le rapport de contrôle, transmis par mail à l'issue de l'inspection, n'appelle pas de remarques de notre part.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : points de rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents de type domestique (1) sont collectés sur le site et sont traités sur site par un dispositif d'assainissement autonome (fosse toutes eaux). Dans le cas où le dispositif ne répondrait pas aux normes en vigueur, une mise en conformité de l'installation est à établir sous un délai de 18 mois. Les eaux pluviales de voiries (2), collectées sur les surfaces imperméabilisées de l'établissement, transitent par un séparateur d'hydrocarbures dont les caractéristiques sont adaptées au volume d'effluent susceptible d'être traité, et rejoignent un bois situé derrière l'usine, par infiltration. Le réseau d'évacuation dispose d'un obturateur permettant de remédier à toute pollution accidentelle. Dans la mesure du possible, et lorsque la possibilité technique est offerte, le raccordement des eaux en sortie de séparateur d'hydrocarbures vers un réseau pluvial séparatif est à privilégier. Les eaux de toitures (3), collectées par les ouvrages traditionnels (gouttières, regards) rejoignent les eaux pluviales de voiries qui sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure. Tout nouveau réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être conçu de manière à séparer les eaux pluviales de voirie et de toiture. De plus, à l'occasion de travaux ou de modifications apportées aux bâtiments, l'exploitant étudiera la faisabilité technique et économique d'une modification du réseau de collecte des eaux pluviales de toiture afin de les séparer des eaux de voirie. Cette disposition n'est pas obligatoire si le dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures existant est suffisant pour traiter le volume d'eau entrant.
Constats : Lors de l'inspection, il est apparu que cette prescription n'est plus adaptée au site car la collecte des réseaux sont en cours de modification. Cela a été acté par l'arrêté préfectoral de juillet 2022. Cette prescription sera donc modifiée lors d'un prochain arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 4.3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2919 du 30 décembre 2011 est modifié et rédigé comme suit : « Afin d'absorber un volume d'eau important, et en particulier la charge d'une pluie décennale, l'exploitant dispose d'un bassin d'orage, également dimensionné pour pouvoir collecter les eaux d'extinction en cas d'incendie. Il est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin présente un volume minimal de 2155 m ³ » L'article 3 de l'arrêté complémentaire du 24 septembre 2014 est abrogé.
Constats : Lors de l'inspection, ce bassin d'orage était en cours de réalisation. Il restait à poser la bâche étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes : - codification selon la nomenclature officielle définie par l'annexe 2 à l'article R.541-8 du code de l'environnement, - type et quantité de déchets produits, - opération ayant généré chaque déchet , - nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets, - date des différents enlèvements pour chaque type de déchets, - nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation, - nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation, - référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et les justificatifs de l'élimination des déchets (bordereaux,...) doivent être conservés durant 5 ans au minimum.
Constats : Le registre déchets nous a été présenté lors de l'inspection. Il appelle les 2 remarques suivantes: - 2 déchets n'ont pas de code déchets. Il s'agit de big bag et de balles plastiques. - il convient de compléter la colonne H du registre relative au code de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des rejets d'eaux pluviales de voirie, en sortie du séparateur d'hydrocarbures, selon les paramètres mentionnés aux articles 4.3.5 et 4.3.71.
Constats : Un contrôle a été réalisé le 16 novembre 2021. Les valeurs relevées sont conformes à celles de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement, sera effectuée sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans. Ces mesures périodiques seront effectuées indépendamment des contrôles que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Des dépassements en émergence étaient constatés lors du dernier contrôle. L'exploitant nous a précisé qu'un nouveau bâtiment, réglementé par l'arrêté préfectoral de juillet 2022, sera terminé d'ici la fin de l'année et que ce nouveau bâtiment devrait permettre de respecter les valeurs imposées. Une nouvelle mesure sera réalisée au second trimestre 2023. Le rapport de contrôle devra nous être transmis à l'issue du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Comme prévu au chapitre 3.4 du présent arrêté, l'exploitant transmet annuellement (avant le 31 mars de l'année n) à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants portant sur l'année n-1, et précise quelles actions il mène pour réduire leur consommation. Ce plan de gestion des solvants doit mettre en évidence les émissions diffuses de l'établissement.
Constats : Le plan de gestion des solvants est réalisé annuellement mais n'est pas transmis à l'inspection. Ce point a été rappelé à l'exploitant lors de l'inspection et lui est rappelé également par courrier. Les 2 derniers PGS nous ont été remis lors de l'inspection et feront l'objet d'une instruction et d'un rapport séparé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à la surveillance de ses émissions de Composés Organiques Volatils à l'atmosphère par des campagnes de mesures : - annuelles pour les points de rejet "production" : expanseurs verticaux et horizontaux - triennales pour l'expanseur laboratoire La première campagne de mesures doit être réalisée sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant réalise l'ensemble des mesures de façon triennale. Il nous a précisé ne pas avoir vu la subtilité avec les 2 fréquences dans l'arrêté préfectoral et qu'il y remédiera à l'avenir. Il convient toutefois de lui rappeler ses obligations par courrier. En tout état de cause, un contrôle de l'ensemble des rejets a été réalisé en janvier 2022 et n'appelle pas de remarques de notre part.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 10 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Il devra être remédié à toute non-conformité dans les plus brefs délais, compte tenu des risques liés à l'activité exercée, et l'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées annuellement. La dernière vérification a été réalisée en janvier 2022 et ne faisait pas apparaître d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, des services d'incendie et de secours, et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens d'intervention sont contrôlés périodiquement. Les dernières vérifications ont été effectuées : <ul style="list-style-type: none">- 12/04/22 : détection incendie- 01/20 : désenfumage- 03/11/21 : extincteurs- 01/22 : sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet